

Quelle politique US après les élections de mi-mandat ?

par Thierry Meyssan

Depuis le mois de mai, la Maison-Blanche ne cesse de reculer la publication de sa stratégie de sécurité nationale. En réalité, le président Obama constate que si son équipe gère mieux les événements que celle de son prédécesseur, elle est incapable de présenter une analyse cohérente du monde et de définir sa doctrine. Au demeurant, la perte prévisible de la majorité aux deux chambres du Congrès devrait le contraindre à trouver de nouveaux collaborateurs.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 3 NOVEMBRE 2014

POLSKI TÜRKÇE فارسی PORTUGUÊS DEUTSCH РУССКИЙ ITALIANO ESPAÑOL عربي ENGLISH



Le président Obama et son chef de cabinet McDonough

Le 4 novembre, les États-Unis voteront pour le renouvellement du Congrès. À l'évidence, le Parti démocrate devrait essayer une défaite : les Républicains devraient accroître leur majorité à la Chambre et la gagner au Sénat. Le pouvoir du président Obama devrait en être réduit d'autant.

En matière de relations internationales, ce changement ne devrait

pas aider à clarifier les comportements. L'administration Obama traverse une grave crise de confiance dans ses relations avec son partenaire israélien au moment où elle s'apprête à signer un accord avec la République islamique d'Iran. Elle est divisée sur les principaux sujets du moment : la crise avec la Fédération de Russie à propos de l'Ukraine, la guerre contre l'Émirat islamique (« Daesh »), et le traitement de l'éventuelle épidémie d'ébola dans le monde occidental.

Lors de la formation de sa seconde administration, Barack Obama avait exclu ses rivaux, qui tout en défendant publiquement sa politique, la sabotaient dans son dos. Il avait au contraire nommé des hommes fidèles qui lui ont obéi loyalement, mais semblent manquer d'imagination et de créativité.

Toujours est-il, qu'à ce jour et contrairement à ses obligations, la Maison-Blanche n'a pas rédigé et publié sa doctrine de sécurité nationale. Celle-ci aurait dû être présentée au Congrès en mai.

Le président semble s'appuyer sur une équipe toujours plus restreinte de conseillers pour prendre ses décisions : sa conseillère de sécurité Susan Rice et son chef de cabinet Denis R. McDonough au plan diplomatique, son chef d'état-major le général Martin E. Dempsey au plan militaire. Même s'il entretient une relation de confiance avec ses secrétaires d'État et à la Défense, John Kerry et Chuck Hagel, il semble ne plus les considérer que comme de simples exécutants.

Les principes de la Maison-Blanche

Cette équipe réduite agit selon plusieurs principes.

- ▶ En premier lieu, ses membres considèrent que Washington doit mieux choisir ses partenaires. Par le passé, étaient adoubés ceux qui défendaient les intérêts des multinationales dans leur pays et qui s'engageaient à voter comme on le leur demandait dans les institutions internationales, aujourd'hui cela ne suffit plus. Il faut montrer que l'on est capable de durer et de jouer son rôle sur le long terme.

- ▶ En second lieu, ses membres considèrent qu'il ne faut pas mobiliser de grands moyens pour des détails. Par exemple, en matière de contre-terrorisme, il s'agit de se concentrer sur la prévention des actions de masse, pas de se perdre à la recherche d'hypothétiques « loups solitaires ».

- ▶ Enfin, si cette équipe persiste à soutenir la colonie juive de Palestine, elle ne considère plus l'administration israélienne comme fiable et préfère traiter directement avec ses Forces de défense [1] .

Les positions de la Maison-Blanche

Concernant les dossiers chauds, ces principes conduisent la Maison-Blanche à pousser les positions suivantes :

- ▶ Il faut admettre que l'Ukraine est un État failli et que ses dirigeants sont des incapables corrompus. Le président Petro Porochenko a fait l'éloge public des Collaborateurs des nazis et il a fallu rattraper à l'aéroport son Premier ministre, Arseni Iatseniouk, qui tentait de s'enfuir avec l'argent qu'il avait volé. Il ne s'agit donc pas de partenaires fiables sur lesquels les États-Unis peuvent s'appuyer pour défier la Fédération de Russie. Dès lors, il faut laisser pourrir la situation dans le Donbass pour conserver une carte à jouer, mais il faut abandonner l'idée d'y précipiter Moscou dans une guerre.

- ▶ Après trois ans de guerre, la Coalition nationale syrienne n'est plus soutenue que par une toute petite minorité de Syriens. Elle n'est donc pas en capacité de gouverner et il faudra reprendre tôt ou tard des relations normales avec le président Bachar el-Assad. La priorité aujourd'hui, c'est de créer un environnement régional qui contraigne la Syrie et l'Irak à ne pas perturber l'Ordre Mondial lorsque les hostilités cesseront. Il faut donc à la fois détruire les installations chinoises en Irak (Pékin était devenu le premier client du pétrole irakien) et s'assurer que l'Armée arabe syrienne sera trop occupée durant une décennie par des problèmes intérieurs pour ne pas être en mesure d'affronter Israël. Enfin, il faut conserver le contrôle des jihadistes qui semblent s'enivrer de la

victoire qu'on leur a donnée.

► Enfin, l'ébola ne menace en rien l'Occident, c'est juste un prétexte pour déployer les troupes de l'AfriCom en Afrique occidentale. L'hystérie qui s'est emparée du public états-unien depuis la découverte d'un cas au Texas doit être ramenée à de justes proportions. À ce sujet, le Centre pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) d'Atlanta a montré son inefficacité et doit être sanctionné.

Ceci étant posé, ces positions permettent de réagir aux événements, pas de les anticiper. Elles améliorent le management, mais ne constituent pas une politique. Le président Obama cherche donc de nouveaux collaborateurs pour lui proposer de nouvelles vues sur le monde.

La Maison-Blanche et l'État profond

Reste à déterminer si, lorsque la Maison-Blanche aura une stratégie, elle pourra s'insérer ou non dans la marge de manœuvre que lui laisse l'État profond. Pour le moment, le président Obama a dû reculer sur les deux points qu'ils s'était fixés durant sa campagne électorale : la torture et le nucléaire.

► Six ans après, on ne sait pas pourquoi il est impossible de fermer Guantánamo, ni de publier le rapport sénatorial sur la torture à l'ère Bush. Il semble que ce rapport contienne des indications qui pourraient ouvrir d'autres dossiers. Denis R. McDonough est parti en Californie en discuter avec la sénatrice Dianne Feinstein pour trouver une solution.

► Surtout, Barack Obama a été contraint de relancer la course aux armements alors qu'il avait promis de créer un monde sans bombe atomique. Mais il n'est pas question pour l'État profond d'abandonner la supériorité militaire dont il dispose. Le Prix Nobel de la Paix a donc décidé de moderniser l'arsenal nucléaire états-unien.

Thierry Meyssan

[1] Récemment, un collaborateur du président a traité Benjamin Netanyahu de « poule mouillée », cf “[The Crisis in U.S.-Israel Relations Is Officially Here](#)”, par Jeffrey Goldberg, *The Atlantic*, 28 octobre 2014.

Source : « Quelle politique US après les élections de mi-mandat ? », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 3 novembre 2014, www.voltairenet.org/article185770.html